

Unité départementale du Loiret
3 rue du carbone - Orléans La Source
Adresse postale : DREAL Centre Val de Loire - UD du Loiret
5 avenue Buffon - CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 10/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DURALEX SCOP SA (exNEW DURALEX INTERNATIONAL)

7 rue du Petit Bois
45380 La Chapelle-Saint-Mesmin

Références : VAT20250525
Code AIOT : 0010001744

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement DURALEX SCOP SA (exNEW DURALEX INTERNATIONAL) implanté 7 rue du Petit Bois 45380 La Chapelle-Saint-Mesmin. L'inspection a été annoncée le 25/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'établissement étant un établissement prioritaire national, il fait au moins l'objet d'une visite annuelle.

L'inspection s'inscrit dans un contexte de reprise à la barre du tribunal de commerce et de création de la SCOP SA au 30 juillet 2024 et par conséquent dans un contexte financier très contraint pour l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DURALEX SCOP SA (exNEW DURALEX INTERNATIONAL)
- 7 rue du Petit Bois 45380 La Chapelle-Saint-Mesmin
- Code AIOT : 0010001744
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

DURALEX SCOP SA exploite une verrerie industrielle au 7 rue du Petit Bois à La Chapelle-Saint-Mesmin (45380) depuis 80 ans.

Les activités sont réglementées par les arrêtés préfectoraux des 20 octobre 2016 et 18 septembre 2018. Elles relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2530 et 3330 de la nomenclature des installations classées. Le four verrier de l'établissement relève des dispositions de la directive IED au titre de la rubrique 3330 (rubrique principale).

La société fabrique des articles en verre (verres, tasses, vaisselle, plats, etc.) obtenus par la fusion entre le sable et le calcaire en présence de carbonate de soude. Il s'agit d'un verre silico-sodocalcique composé d'un mélange d'oxydes, principalement d'oxydes de silicium, puis de sodium et de calcium. Afin de donner des teintes différentes au verre, des frettes d'oxyde métallique sont ajoutées avant l'opération de fusion.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Appareils PCB
- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate un fort engagement des équipes de DURALEX et une réelle volonté d'atteinte de la conformité réglementaire, laquelle est freinée par les moyens financiers contraints et par l'étendue des actions correctives à conduire. La démarche de progrès est effective et s'inscrit dans un cadre plus global que la mise en conformité.

L'inspection des installations classées n'a pas accédé au local de traitement de surface où les opérations de déchromatation puis de chromage des moules sont réalisées (port du masque obligatoire). Ces opérations sont de plus en plus rares et concernent 20% des moules. Les nouveaux moules sont tous réalisés dans une matière incluant un certain pourcentage de chrome, ce qui permet de s'en affranchir. Les effluents issus des trois cascades de rinçage sont recyclés sur résines échangeuses d'ions. Les résines et bains usés sont éliminés en tant que déchets. L'inspection des installations classées a appelé l'attention de l'exploitant sur différentes dispositions techniques de prévention des risques pour une activité de traitement de surface, telles que :

- que les capacités de rétention de plus de 1 000 litres soient munies d'un déclencheur d'alarme en point bas ;
- que le chauffage par résistance électrique des cuves soit asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve.

L'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2565 n'impose pas la mise en oeuvre de ces dispositions.

L'inspection des installations classées a aussi appelé l'attention de l'exploitant sur le maintien de l'autorisation de son fournisseur au titre du règlement REACH, sur son enregistrement en tant qu'utilisateur et sur les éventuelles nouvelles conditions d'utilisation associée à l'autorisation. L'exploitant a déclaré suivre ces sujets.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Transformateurs PCB à plus de 500 ppm | Code de l'environnement du 13/11/2025, article R. 543-20 et R. 543-21 | / | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 2 | Déclaration des appareils contenant des PCB | Code de l'environnement du 13/11/2025, article R. 543-27 | / | Demande d'action corrective | 15 jours |
| 4 | Conformité des installations électriques | AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.3.3 | / | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 6 | Gestion des déchets | AP Complémentaire du 20/10/2016, article 8.6 | / | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 7 | Gestion des déchets | AP Complémentaire du 20/10/2016, article 5.1.4 | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 8 | Etat des matières stockées | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe I point 1.4 | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 9 | Etat des matières stockées | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe I point 1.4 | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 10 | Surveillance des rejets | AP Complémentaire du 20/10/2016, article 8.2.1 | / | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 13 | Surveillance de la qualité | AP Complémentaire | / | Demande d'action corrective | 6 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|---|---|-----------------------|
| | des eaux souterraines | du 20/10/2016, article 8.5.2 | | | |
| 14 | Echéances AP 20/10/2026 | AP Complémentaire du 20/10/2016, article 4.3.5 | / | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 15 | Echéances AP 20/10/2016 | AP Complémentaire du 12/10/2016, article 7.8.1 | / | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 16 | Suite inspection 2021 | AP Complémentaire du 20/10/2016, article 3.1.1 | Susceptible de suites | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 18 | Suite inspection 2021 | AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.3.1 | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 19 | Barrières de sécurité | AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.5.1 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 22 | Contrôle des rejets liquides | AP Complémentaire du 20/10/2016, article 8.4.1 | / | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 23 | Protection contre les pollutions de la ressource en eau | AP Complémentaire du 20/10/2016, article 4.1.3.2 | / | Demande d'action corrective | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|---|-------------------|
| 3 | Teneur en PCB des appareils | Code de l'environnement du 13/11/2025, article R. 543-26 | / | Sans objet |
| 5 | Moyens de secours et d'intervention | AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.4.3 | / | Sans objet |
| 11 | Conformité des rejets | AP Complémentaire du 20/10/2016, article 3.2.4 | / | Sans objet |
| 12 | Conformité des rejets | AP Complémentaire du 20/10/2016, article 3.2.3 | / | Sans objet |
| 17 | Suite inspection 2021 | AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.3.4 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Sans objet |
| 20 | Détecteur de fuite de gaz | AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.5.3 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Sans objet |
| 21 | Implantation, aménagement | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12 II a c d | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 24 | Protection contre les pollutions de la ressource en eau | AP Complémentaire du 20/10/2026, article 8.5.1 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreux écarts sont constatés mais les sujets sont identifiés et l'enjeu principal constitué par les rejets atmosphériques a été bien maîtrisé en 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Transformateurs PCB à plus de 500 ppm

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/11/2025, article R. 543-20 et R. 543-21 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Détention et utilisation de transformateurs au PCB |
| Prescription contrôlée : Article R. 543-20 Il est interdit d'acquérir, détenir en vue de la vente ou céder à titre onéreux ou gratuit des PCB ou des appareils contenant des PCB. |

En outre, la détention d'appareils contenant des PCB ou tout mélange de ces substances dont la teneur ou la teneur cumulée est supérieure à 500 ppm en masse, est interdite.

Article R. 543-21

Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-22, il est interdit de détenir des appareils dont le fluide contient des PCB :

- à partir du 1^{er} janvier 2017 si l'appareil a été fabriqué avant le 1^{er} janvier 1976 ;
- à partir du 1^{er} janvier 2020 si l'appareil a été fabriqué après le 1^{er} janvier 1976 et avant le 1^{er} janvier 1981 ;
- à partir du 1^{er} janvier 2023 si l'appareil a été fabriqué après le 1^{er} janvier 1981.

Constats :

Vu en inspection les 3 transformateurs au PCB détenus par DURALEX dont 2 déconnectés en attente d'élimination et 1 encore utilisé. Ces transformateurs sont dans des locaux électriques isolés du reste des installations par des murs maçonnés dont le caractère coupe-feu n'est pas établi.

Transformateur T5 déconnecté situé dans un local sous la halle. Il est placé dans un bac de rétention métallique.

Numéro : H20641 - Marque : ERE - Année de fabrication : 1956 - Poids diélectrique d'huile : 950 kg

Transformateur T12 en service situé dans le même local électrique que le T14 (poste Magasin Produits Finis (MPF)). Placé sur une fosse format rétention avec en partie haute de celle-ci des pierres sur 15 cm reposant sur une grille métallique. Selon l'exploitant, cette configuration a vocation à faire arrête-flamme en cas de fuite enflammée dans la fosse.

Numéro : 460609 - Marque : ALSTHOM - Année de fabrication : 1979 - Poids diélectrique d'huile : 418 kg

Transformateur T14 déconnecté. Même configuration que T12 sur la fosse de rétention.

Numéro : 460910 - Marque : ALSTHOM- Année de fabrication : 1979 - Poids diélectrique d'huile : 418 kg

Ces transformateurs contiennent des huiles dont la teneur en PCB est supérieure à 50 ppm et inférieure à 500 ppm (cf PDC N°3).

Constat: L'exploitant détient des appareils dont les fluides contiennent des polychlorobiphényles (PCB) et qui auraient dû être éliminés respectivement en 2017 et 2020.

L'exploitant s'est engagé à communiquer les documents de commande et le planning d'enlèvement des deux transformateurs déconnectés T5 et T14 dès que cela sera engagé et planifié (opération prévue sur 2026). Concernant le transformateur connecté T12, le coût est très élevé car l'enlèvement nécessite de substituer l'alimentation électrique pour alimenter à partir d'un autre transformateur les équipements qui le sont actuellement à partir du transformateur à éliminer (le coût d'élimination du transformateur est négligeable dans le coût total) ou de remplacer le transformateur par un neuf.

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant doit transmettre le bon de commande et le certificat d'acceptation préalable (CAP) au plus tard en janvier 2026 concernant l'enlèvement des deux transformateurs au PCB déconnectés, puis le bordereau de suivi de déchets dangereux justifiant de leur élimination ainsi que le planning d'enlèvement et d'élimination du transformateur encore en service avant 31 mars 2026. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 2 : Déclaration des appareils contenant des PCB

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/11/2025, article R. 543-27 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Détention d'appareils contenant des PCB |
| Prescription contrôlée : Les détenteurs d'un appareil dont le volume de fluide contenant ou susceptible de contenir des PCB est supérieur à 5 dm ³ sont tenus d'en faire la déclaration à l'inventaire des appareils contenant des PCB. Les détenteurs tiennent à jour les informations les concernant. Dans le cas des condensateurs électriques, le seuil de 5 dm ³ est défini comme la somme des volumes contenus par les différents éléments d'une unité complète. [...] |
| Constats : Constat : L'exploitant n'a pas déclaré la détention de ses trois transformateurs dont le fluide contient des PCB sur https://inventairepcb.ademe.fr/ . |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant déclare en ligne les trois transformateurs sur le site dédié. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 3 : Teneur en PCB des appareils

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/11/2025, article R. 543-26 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Détention d'appareils contenant des PCB |
| Prescription contrôlée : Tout détenteur d'appareils susceptibles de contenir des PCB est tenu d'en connaître la teneur. [...] |
| Constats : L'exploitant a présenté les documents justifiant de la teneur du fluide en PCB pour chacun des 3 |

| |
|---|
| transformateurs, à noter que dans les solutions aqueuses, 1 partie par million (ppm) correspond à 1 mg de substance par kg de matière : |
| T5 : 52 ppm T12 : 208 ppm T14 : 251 ppm Constat : pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Conformité des installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.3.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Conformité et suivi du transformateur électrique au PCB |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 7.3.3. Installations électriques - mise à la terre</u> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et il reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement dans son rapport de contrôle les défauts relevés. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs afin que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Vu le dernier rapport Q18 de contrôle électrique de 2024 : Le rapport conclut que l'installation peut présenter des risques d'incendie ou d'explosion (11 écarts relevés). Tous les écarts n'ont pas été traités. Le contrôle électrique 2025 est commandé. Aussi, l'exploitant déclare avoir fait procéder à un contrôle Q19 pour une vérification des potentiels échauffements anormaux par thermographie infrarouge (Q19) et avoir levé les 3 écarts relevés. L'exploitant fait réaliser des contrôles de détection de Corona ou de décharge partielle des transformateurs électriques. Vu le rapport correspondant qui comporte une seule observation (selon la nomenclature explicitée dans le rapport cette observation correspond à "conforme avec réserve". Elle concerne le transformateur T18. Faible niveau de décharges partielles détecté. Recommandation figurant dans le rapport : " Ajouter une résistance anti-condensation". L'exploitant ne sait pas justifier au moment de l'inspection que l'observation a été traitée. L'inspection des installations classées relève que le transformateur T12 ne fait pas partie des installations contrôlées par effet Corona. L'exploitant indique qu'il a demandé que le transformateur T12 soit ajouté à la liste des équipements contrôlés pour le prochain contrôle annuel.</p> <p>Constat : L'exploitant ne justifie pas qu'il remédie aux défectuosités constatées dans les meilleurs délais alors que l'installation peut présenter des risques d'incendie ou d'explosion.</p> |

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les prochains certificats Q18, Q19 et rapport de contrôle de Corona et il précise les dispositions de maintenance et de contrôle du transformateur T12 (température, niveau de fluide...). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 5 : Moyens de secours et d'intervention

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.4.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodique des moyens d'intervention et de secours |
| Prescription contrôlée : <u>Article 7.4.3. Vérifications périodiques</u> Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité. |
| Constats : Le magasin produits finis (MPF) ne comporte pas de trappes de désenfumage. La toiture est en amiante-ciment. L'exploitant étudie le remplacement de la toiture avec mise en place de panneaux photovoltaïques et de trappes de désenfumage. Le dernier rapport de contrôle des robinets d'incendie armés (RIA) de 2024 faisait état de 2 RIA présentant des défauts sur vanne (RIA n°12 et 17 du MPF). La visite a permis de vérifier que les vannes avaient été remplacées et que ces RIA étaient opérationnels. Le dernier rapport de contrôle des poteaux incendie (PI) de 2024 ne relève aucune défectuosité. Pas d'écart constaté mais un point de progrès identifié (désenfumage). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Gestion des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2016, article 8.6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des déchets |
| Prescription contrôlée : <u>CHAPITRE 8.6 Auto-surveillance des déchets</u> L'exploitant s'organise pour respecter en permanence les quantités maximales de déchets susceptibles d'être présentes sur le site, indiquées à l'article 5.1.4 du présent arrêté. Il transmet chaque année à l'inspection des installations classées, les quantités de déchets (dangereux ou non) présentes au 31 décembre de l'année précédente, par type et code déchet. [...] |

| |
|---|
| Constats : |
| Constat : L'exploitant ne dispose pas d'une organisation lui permettant de connaître son stock de déchets et de respecter en permanence les quantités maximales de déchets susceptibles d'être présentes sur son site. Il ne communique pas non plus annuellement les quantités de déchets (dangereux ou non) présentes au 31 décembre. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant précise l'organisation qu'il met en place pour suivre ses stocks de déchets et transmet son état des stocks au 31 décembre 2025 à l'inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 7 : Gestion des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2016, article 5.1.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conception et exploitation des installations internes de transit de déchets |
| Prescription contrôlée : <u>Article 5.1.4. Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets</u> Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an, y compris les déchets produits lors du remplacement du four. <i>Type de déchets stockés sur le site (hors déchets produits lors du remplacement du four) et quantité maximale susceptible d'être présente</i> Calcin de verre : 1000 tonnes Déchets non dangereux (sauf calcin de verre) : 100 tonnes Déchets dangereux : 15 tonnes |
| Constats : Visite des 5 zones de stockage des déchets dangereux. 1) <i>Magasin général huiles</i> : stockage d'huiles. Dans ce stockage sont aussi présents des fûts d'huile neuve, posés au sol sur des palettes en bois au milieu du magasin ainsi que divers déchets électriques et des néons hors d'usage. L'inspection a constaté une flaque sur le sol en béton à |

côté des bigs-bags contenant principalement des gants et autres tissus souillés. L'exploitant doit s'assurer de la siccité des déchets stockés en big-bag. Les bidons de déchets liquides (huiles, hypochlorite de soude) sont entreposés sur des palettes métalliques de rétentions de fûts le long des murs nord-ouest et sud-ouest du magasin et une affiche papier A4 précise la nature de chaque groupe de produits. Pas de zone pérenne dédiée aux déchets.

2) *Zone extérieure derrière le mur nord-ouest du magasin général* : 4 bacs gris fermés de déchets dangereux pour solvants de peintures et gants souillés et 2 fûts au sol d'entreposage des bidons d'aérosols.

3) *Stockage des déchets de la moulerie* : local en rétention pour les deux conteneurs de 550 litres type GRV (Grands Récipients pour Vrac aqueux) et un bidon de récupération pour le stockage de gants souillés.

4) *Stockage ouvert en face avant* de 16 bigs-bags de 500 kg (déchets de composition) environ au niveau de l'ancien silo de sables jouxtant la loge G de calcin réutilisable.

5) *Un stock de plusieurs types déchets* (fûts avec résidus d'huile à vider au niveau de la station, fûts contenant les boues de filtration issues de la station de déshuilage) est présent dans un bâtiment à côté de l'accès à la station de déshuilage.

L'exploitant reconnaît que la quantité maximale de 15 t de déchets est certainement dépassée.

Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect de la quantité maximale de déchets dangereux fixée à 15 tonnes.

Une action de structuration des zones de stockage est nécessaire (identification des types de déchets contenus notamment, zone affectée à chaque type de déchets, plan d'ensemble et détaillé de l'organisation des stockages).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie de la conformité en matière de quantités entreposées de déchets dangereux et précise comment il s'organise pour assurer le respect du seuil de 15 tonnes.

Il justifie également qu'aucun des déchets n'est présent depuis plus d'un an sur le site (en particulier les déchets de composition et ceux issus du traitement des effluents).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe I point 1.4

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks technique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/12/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

[...]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

Constat précédent : L'exploitant avait présenté un état des stocks sous forme de tableau informatique. Ce document, édité chaque jour à 23h00, récapitule l'état des stocks de

informatique. Ce document, édité chaque jour à 23h00, récapitule l'état des stocks de l'établissement. Il est adressé automatiquement au Directeur, au Responsable maintenance, au Directeur de production, aux Chefs d'équipes et à l'équipe HSE. L'inspection émet en séance les remarques suivantes sur le document présenté : La fréquence d'extraction journalière est conforme avec l'exigence réglementaire pour les matières dangereuses et va au-delà de l'exigence réglementaire pour les matières non dangereuses. Cet état des stocks est accessible en toute circonstance et l'exploitant est en capacité de le présenter sur demande. Les matières sont désignées par leur référence article propre à la société DURALEX SCOP SA. En cela l'état des stocks ne répond pas à l'obligation réglementaire qui impose que "figure" a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie". L'exploitant doit revoir le format de son extraction pour regrouper les produits/articles par rubrique ICPE. L'état des stocks est incomplet. L'inspection constate par sondage l'absence des produits/substances relevant des rubriques 4725, 4718, 4801. L'exploitant doit inclure, à son état des stocks, l'état de l'ensemble des matières dangereuses, avec les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Il est également rappelé que les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et ses conséquences doivent être identifiables. C'est le cas notamment des stockages de gaz comprimé. L'inspection rappelle que l'état des stocks doit renvoyer vers un plan permettant de localiser les produits/matières enregistrées et que pour les matières dangereuses, l'exploitant doit détenir et être en mesure de présenter les fiches de données de sécurité. L'état des matières stockées doit être révisé dans sa forme et complété dans son contenu.

Aucune évolution constatée. L'inspection des installations classées a de nouveau explicité les attendus, l'objectif de la prescription et le moyen d'y répondre. Il a été rappelé que les déchets devaient être intégrés à cet état des stocks notamment les déchets dangereux et que l'état des stocks devait pouvoir être mis en lien avec un plan de localisation des stockages. L'exploitant indique qu'il a maintenant compris l'attendu.

Constat : L'exploitant ne dispose toujours pas d'un état des stocks répondant à la prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un état des matières stockées répondant aux points relevés lors du présent contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe I point 1.4

| |
|--|
| Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks simplifié |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 16/12/2024 |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : [...]</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> |
| Constats : <p>Comme pour l'état des stocks évoqués au PdC n°9, aucune évolution constatée.</p> <p>Constat : L'exploitant ne dispose toujours pas d'un état des stocks répondant à la prescription.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit mettre en place un état des stocks synthétique et rigoureux.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 10 : Surveillance des rejets

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2016, article 8.2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets du four verrier |
| Prescription contrôlée : <p><u>Article 8.2.1. Contrôle des émissions canalisées</u></p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés à l'article 3.2.4. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La fréquence de mesures des paramètres, concernant le four verrier (conduit 1), définis à l'article 3.2.4 est semestrielle.</p> <p>La vitesse, le débit de rejet et la température des effluents sont contrôlés en continu.</p> |

| |
|--|
| <p>Les mesures sont réalisées dans des conditions normalisées.</p> <p>Le résultat de la mesure résulte de la valeur moyenne de échantillons prélevés chacun sur une période d'au moins 30 minutes.</p> <p>Les analyses sont réalisées par un organisme extérieur agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le bilan des mesures est transmis dès réception à l'inspection des installations classées accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Vu les rapports de mesure semestrielles par KALI'AIR Centre du second semestre 2024 et des 2 semestres de 2025. Les rapports signalent plusieurs écarts aux normes de référence mis avec des impacts jugés mineurs par l'organisme de contrôle agréé.</p> <p>L'exploitant a aussi un tableau récapitulatif des résultats des contrôles.</p> <p>Les mesures sont réalisées sur le conduit relié à la cheminée de rejets.</p> <p>Constat : Le débit de rejet et la vitesse de rejet au débouché de la cheminée ne sont pas mesurés en continu et plusieurs écarts aux normes de référence sont relevés dans les rapports de mesure.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précise les dispositions qu'il met en oeuvre pour remédier aux écarts aux normes de référence s'agissant du nombre d'axe de prélèvement et fait préciser par l'organisme agréé les dispositions qu'il propose de prendre pour remédier aux autres écarts.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 6 mois</p> |

N° 11 : Conformité des rejets

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2016, article 3.2.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets air du four verrier - valeurs limites des concentrations et flux</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 3.2.4. Valeurs limites des concentrations et flux des rejets atmosphériques</u></p> <p>Les rejets des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à des conditions normalisées de température (273°K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous. <p><u>Conduit n° 1</u></p> <p>Concentration en O₂ 8 %</p> |

Valeurs limites d'émission en mg/Nm³ (sur gaz sec)

Poussières : 20

SO₂ : 300

NOx en équivalent NO₂ : 900

CO : 100

COV* : 20

HCl : 20

HF : 5

Cd + Hg + Tl : 0,1

As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI : 1

As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI + Sb + Pb + CrIII + Cu + Mn + V + Sn : 5

Se : 1

Pb : 1

Flux en g/t de verre fondu

Poussières ; 50

SO₂ : 750

NOx en équivalent NO₂ : 2 250

CO : 250

COV* : 50

HCl : 50

HF : 12,5

Cd + Hg + Tl : 0,25

As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI : 2,5

As + Co + Ni + Cd + Se + CrV I+ Sb + Pb + CrIII + Cu + Mn + V + Sn : 12,5

Se : 2,5

Pb : 2,5

* Pour les composés organiques volatils, les rejets de substances auxquelles sont attribuées, ou sur lesquelles doivent être apposées les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et halogénés de mentions de danger H341 ou H351 sont interdits.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par heure), les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :

- aucune concentration moyenne journalière, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance, ne dépasse la valeur limite fixée dans le tableau ci-dessus ;
- 90 % de la série des résultats de mesure, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance, ne dépassent pas la valeur limite d'émission et aucun résultat pris individuellement ne dépasse le double de la valeur limite. Ces 90 % sont comptés sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.

Concernant les émissions atmosphériques, les intervalles de confiance à 95 % ne dépassent pas les pourcentages des valeurs limites d'émission : poussières : 30 %, SO₂ : 20%, NO_x : 20%, HCl : 40 % et HF : 40%.

[...]

Constats :

Les résultats de 2025 sont tous conformes en concentration et en flux spécifique.

Les résultats de 2024 sont tous conformes s'agissant des concentrations mesurées et des flux spécifiques, à l'exception du flux spécifique en NOx pour chacune des mesures semestrielles (2346 g/t de verre fondu et 2498 t/g de verre fondu pour une valeur limite à 2250 t/g).

Pas d'écart constaté sur 2025.

| |
|---|
| |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant doit expliquer les dépassements des flux spécifiques en NOx de 2024. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Conformité des rejets

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2016, article 3.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets air du four verrier - conditions générales de rejet |
| Prescription contrôlée : Article 3.2.3. Conditions générales de rejet <u>Conduit n° 1</u> Hauteur : 63 m Diamètre au débouché : 1,1 m Débit nominal : 15 000 Nm ³ /h Vitesse minimum d'éjection des gaz : 10 m/s Le débit des effluents est exprimé en m ³ /h rapportées à des conditions normalisées de température (273°K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). La dilution des effluents autre que celle nécessaire à la bonne marche de l'installation est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. Toutefois, il peut être notamment dérogé à cette règle dans le cas suivant : afin de refroidir les effluents, la dilution des fumées est autorisée sur les fours à oxygène pour des raisons techniques. |
| Constats : Les rapports de mesure par l'organisme mentionnent la vitesse au droit de la section de mesure (donnée pour 1,2 m) et détermine la vitesse au débouché (section au débouché de 1,1 m indiquée). La vitesse d'éjection au débouché est supérieure à 10 m/s sur 4 mesures semestrielles de 2024 et 2025. Pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2016, article 8.5.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux souterraines |
| Prescription contrôlée : Article 8.5.2. Prélèvements d'échantillons d'eaux souterraines Deux fois par an, en périodes de « hautes eaux » et « basses eaux », les niveaux piézométriques sont relevés afin de caractériser le sens privilégié d'écoulement des eaux souterraines. Des prélèvements sont effectués dans la nappe, au niveau des ouvrages permettant une surveillance |

optimale dont l'objet est d'identifier en toute circonstance une migration éventuelle de polluants. Les phénomènes de dispersion et diffusion, verticaux et horizontaux, sont notamment pris en considération. Les prélèvements sont exécutés selon la procédure AFNOR FD-X-31-615 par un organisme compétent et les analyses sont faites par un laboratoire agréé. La présence de flottant est systématiquement recherchée et le cas échéant, fait l'objet d'une récupération dans les meilleurs délais. Le contrôle porte sur les paramètres suivants :

Fréquence de mesure / Paramètres :

- 2 fois par an /niveaux piézométriques, pH et température, conductivité, hydrocarbures totaux (HCT)
- tous les 5 ans / métaux : arsenic, bore, cadmium, chrome, chrome hexavalent, cuivre, plomb, nickel, mercure et zinc, alcool, hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), composés organiques halogénés volatils (COHV).

Au vu du diagnostic complémentaire, prévu à l'article 8.9.3.1 du présent arrêté, la fréquence et la liste des paramètres pourront être modifiées en accord avec l'inspection des installations classées.

Les résultats complets de la surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont accompagnés d'un commentaire sur les mesures correctives prises ou envisagées en cas de besoin. Ils comportent notamment :

- le sens d'écoulement des eaux souterraines ;
- les résultats des analyses ;
- une comparaison des teneurs relevées aux critères de potabilité susvisés ;
- un récapitulatif de l'évolution de la qualité des eaux depuis le premier contrôle et, d'une manière générale, tous commentaires utiles à une bonne compréhension des résultats.

Constats :

Vu les rapports de prélèvement des 2 semestres de 2024 et du premier semestre de 2025 par la société TERE0. Le rapport du second semestre 2025 n'est pas encore disponible. Au vu des résultats des concentrations mesurées sur le puits 1 et les Pz1, Pz2 et Pz3 sur les paramètres hydrocarbures totaux C10-C40, Indice hydrocarbures volatils C5-C10, composés polaires (dont méthanol), il est relevé un dépassement du seuil de 1 mg/l sur les hydrocarbures totaux sur Pz2 (1,69 mg/l principalement en C30-C40) sur le prélèvement de juillet 2024 qui n'a plus été constaté sur les campagnes suivantes. L'exploitant ne dispose pas d'élément concernant ce dépassement ponctuel. Il est rappelé que le piézomètre Pz2 apparaissait sur le rapport TERE0 de juin 2017 comme situé en aval hydraulique d'une pollution des sols en hydrocarbures et HAP sur le sondage S23 à 2 m de profondeur et qui diminuait significativement à 6 m de profondeur. Il complétait des investigations conduites en 2015 pour établir le rapport de base avec une pollution détectée sur le sondage S19, ce qui amenait le bureau d'études à estimer la présence d'une pollution sur 700 m².

Les pH, rH, température et conductivité sont mesurés également. La visite a montré qu'il existe

| |
|--|
| <p>un 4^{ème} piézomètre sur le site (Pz4) créé lors de la reprise précédente du site (NEW DURALEX INTERNATIONAL). Selon le rapport ERM de 2020, ce piézomètre montrait une teneur en hydrocarbures et la présence de chrome VI.</p> <p>Compte tenu des variations significatives des sens d'écoulement présentés dans les rapports TERE0, un relevé du niveau piézométrique sur ce 4^{ème} piézomètre pourrait être utilement ajouté à la surveillance quinquennale ainsi qu'une mesure des hydrocarbures et chrome VI sur celui-ci compte tenu des résultats de 2020 (dernière campagne de mesure des COHV, HAP et métaux connue de l'inspection des installations classées). En fonction des résultats, il conviendra le cas échéant d'intégrer le Pz4 et la mesure du chrome VI à la surveillance semestrielle.</p> <p>Constat : L'exploitant n'a pas justifié de la réalisation des mesures quinquennales en métaux, COHV et HAP.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre le rapport de surveillance des eaux souterraines du 2^{ème} semestre 2025 et déclarer dans GIDAF les résultats de la surveillance des eaux souterraines (le cadre de déclaration ayant été créé avant l'inspection).</p> <p>Transmettre le prochain rapport de surveillance des eaux souterraines sur métaux, HAP et COHV.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 6 mois</p> |

N° 14 : Echéances AP 20/10/2026

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2016, article 4.3.5</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des réseaux</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au plus tard le 31 décembre 2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les points de rejet N° 1 et 2 doivent être séparés ; - L'ensemble des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment celles ruisselant dans la rétention du réservoir de FOD de 40 m³, doivent être collectées et rejetées au point de rejet N° 2. |
| <p>Constats :</p> <p>La séparation des points de rejet est prise en compte dans une étude plus globale de la gestion de l'eau et des rejets du site dont le cahier des charges est en cours d'élaboration et qui pourra bénéficier des études précédemment réalisées.</p> <p>Constat : Les points de rejet n°1 et n°2 ne sont pas séparés.</p> |

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées au niveau de la rétention en fosse du réservoir FOD de 40 m³ et de son aire de dépotage qui comporte un avaloir qui renvoie les eaux vers la fosse de rétention de la cuve sont collectées dans un puisard de reprise de la fosse et renvoyées vers la station de déshuilage. Les rejets de la station de déshuilage sont renvoyés vers le circuit calcin. Le débordement du circuit calcin est connecté au point de rejet n°2.

Ce point de la prescription est donc satisfait.

L'inspection des installations classées recommande toutefois les améliorations suivantes : Mise en place de 2 coussins permettant d'obturer 2 avaloirs accolés à l'aire de dépotage (sécurité en cas d'épandage d'hydrocarbures important au niveau de l'aire de dépotage ou de mauvais positionnement du camion de livraison) et revue des conditions d'exploitation du poste de distribution situé au niveau de l'aire de dépotage qui permet d'alimenter les chariots de manutention au vu du constat du mauvais état de propreté au niveau du poste (récupération des égouttures).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 15 : Echéances AP 20/10/2016

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/10/2016, article 7.8.1

Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement

Prescription contrôlée :

Article 7.8.1. Bassin de confinement

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel.

La vidange du bassin doit suivre les principes imposés par l'article 4.3.10 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

L'exploitant veille à maintenir en permanence un volume suffisant pour accueillir, le cas échéant, ces eaux polluées. Les organes de commande nécessaires à cette opération doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection, avant le 30 juin 2017, une étude technico-économique permettant de dimensionner et d'aménager ce bassin de confinement dans l'enceinte du site.

Le bassin de confinement doit être réalisé au plus tard le 30 juin 2018.

Le volume du bassin est déterminé en accord avec l'inspection des installations classées, au vu de l'étude technico-économique.

Constats :

La création d'un bassin de confinement est prise en compte dans une étude plus globale de la gestion de l'eau et des rejets du site dont le cahier des charges est en cours d'élaboration et qui pourra bénéficier des études précédemment réalisées.

Une vanne d'isolement existe au point de rejet. Elle est manuelle et nécessite une dizaine de minutes pour la fermer. **Elle doit être graissée et repérée et testée annuellement avec vérification de son étanchéité. Elle mériterait d'être motorisée.**

Constat : Absence de bassin de confinement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 16 : Suite inspection 2021

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2016, article 3.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Electro-filtre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en oeuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Constats :

L'AMDEC en lien avec le plan de continuité d'activité de l'installation traite notamment de l'installation de traitement des rejets à l'atmosphère du four verrier. Il identifie que la coupure de l'alimentation électrique du site conduit à l'arrêt de l'électro-filtre et au rejet direct sans traitement des rejets du four verrier et nécessite que celui-ci soit secouru par un groupe électrogène. L'exploitant étudie notamment la solution d'un raccordement sur un des groupes électrogènes existants.

Aucun arrêt n'est relevé en 2024 et 2025.

Il est noté qu'un dysfonctionnement de l'alimentation en chaud en amont de l'électro-filtre ne génère pas d'arrêt de l'électro-filtre mais une alarme en salle de conduite.

Un tel dysfonctionnement serait remonté en tant qu'évènement environnemental au service QHSE. Aucune information sur la qualité des rejets ne serait toutefois disponible, faute d'une mesure en continu sur la qualité des rejets de l'installation.

Constat : le fonctionnement de l'électro-filtre n'est pas assuré en cas de coupure de l'alimentation électrique du site.

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 17 : Suite inspection 2021

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.3.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Foudre |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 16/11/2024 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>Une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en oeuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification</p> |

| |
|--|
| <p>complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>Les paratonnerres à source radioactive présents ne sont pas admis dans l'installation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Vu le rapport de vérification complète de 2023 et celui de la vérification visuelle de 2024. Au vu de ce dernier, les observations de 2023 sur parafoudres à remplacer au poste de garde et un méplat endommagé ont été résorbées. La vérification complète de 2025 n'a pas encore été effectuée. La commande est en attente de validation.</p> <p>L'écart de la précédente inspection est levé.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le dernier rapport de contrôle des installations de protection contre la foudre</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 18 : Suite inspection 2021

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.3.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle d'accès</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 16/04/2025 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.</p> |

| |
|--|
| <p>L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.</p> <p>Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Il est constaté en inspection d'une partie de la clôture au niveau d'un portail d'accès a été refaite mais cette partie du site étant partagée avec une autre société, l'accès est laissé libre (portails ouverts), ce qui n'est pas sans présenter des difficultés pour maîtriser les circulations sur le site. L'écart ne peut donc être levé en l'état du fait de la non maîtrise par DURALEX de l'ouverture des portails et des circulations dans l'emprise du site.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit clarifier la situation du foncier sur la parcelle à l'Est du site.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 6 mois</p> |

N° 19 : Barrières de sécurité

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.5.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Liste des MMR et des barrières de sécurité importantes</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 16/04/2025 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques ou des éléments importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente l'AMDEC en cours qui prend en compte <u>notamment</u> la gravité environnementale. La démarche n'est pas finalisée et la liste des mesures de maîtrise des risques MMR/EIPS n'est donc pas disponible à date. L'inspection des installations classées rappelle que lors de la précédente inspection, il avait été clairement rappelé que la démarche devait s'appuyer sur l'étude des dangers comme la prescription le prévoit. L'inspection conseille donc à</p> |

l'exploitant d'extraire dès maintenant de son AMDEC les lignes correspondant au niveau de gravité environnementale le plus important, de finaliser pour celles-ci la démarche de recensement des barrières existantes et d'en déduire la liste des MMR/EIPS existantes.

Constat : L'exploitant ne dispose toujours pas d'une liste des MMR/EIPS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection une liste des mesures de maîtrise des risques ou des éléments importants pour la sécurité présents au sein de son établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 20 : Détecteur de fuite de gaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et détection des zones de dangers

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 16/04/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle, notamment dans les cellules de stockage de l'entrepôt. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés.

L'exploitant tient à jour, dans le cadre de son référentiel d'exploitation, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Les systèmes de détection d'incendie ou de gaz doivent être conforme aux référentiels en vigueur.

L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs dans chaque installation, notamment dans l'exploitation des stockages et capacités de produits.

Constats :

Vu le rapport d'intervention de BE ATEX du 09/04/2025 du détecteur de gaz Oldham 1501014 avec vérification des 2 voies de détection, des seuils d'alarme - 15, 30 et 50% LIE. Détecteur fixe dans le local gaz où se situe une panoplie gaz. Il n'existe pas d'autre détecteur fixe sur le site selon

| |
|---|
| <p>l'exploitant.</p> <p>L'écart de la précédente inspection qui concernait les détecteurs gaz uniquement est donc levé.</p> <p>L'exploitant dispose aussi d'un détecteur portatif qui doit être prochainement envoyé en étalonnage.</p> <p>L'exploitant indique qu'il procède à un contrôle annuel du circuit gaz.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 21 : Implantation, aménagement

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12 II a c d</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Accessibilité et conception</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 13/09/2025 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Conception.</p> <p>a) L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimique. [...] Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit.</p> <p>L'installation est aménagée pour permettre l'accès notamment aux parties internes, aux rampes de dispersion de la tour, aux bassins, et au-dessus des baffles</p> <p>c) La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet.</p> <p>d) Pour tout dévésiculeur fourni à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Constat précédent : Le dispositif de purge complète de l'eau du circuit des tours aéroréfrigérantes n'était pas clairement identifié par un affichage.</p> <p>Vu en inspection l'affichage fait sur la canalisation à proximité de la vanne de purge.</p> <p>L'écart est donc levé.</p> <p>Le prochain nettoyage des tours devrait intervenir au printemps 2026. Commande pas encore passée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 22 : Contrôle des rejets liquides

| | | |
|--|----------------------------------|---------------------------------------|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2016, article 8.4.1 | | |
| Thème(s) : Autre, Mesure en continu sur rejets liquides au réseau public | | |
| Prescription contrôlée : | | |
| <u>Article 8.4.1. Autosurveillance du rejet des eaux résiduaires</u> | | |
| L'exploitant fait procéder au contrôle de l'ensemble des paramètres définis à l'article 4.3.9 du présent arrêté, sur un échantillon composite prélevé sur une période de 24h au point de rejet N° 1 (rejet des eaux industrielles et des eaux sanitaires) , selon les fréquences suivantes : | | |
| Paramètres contrôlés | Autosurveillance de l'exploitant | Contrôle par un organisme indépendant |
| Paramètres listés au tableau 1 de l'article 4.3.9 | Fréquence hebdomadaire | Fréquence mensuelle |
| Paramètres listés au tableau 2 de l'article 4.3.9 | Fréquence hebdomadaire | Fréquence mensuelle |
| Débit, pH et température | En continu | Fréquence mensuelle |
| [...] | | |
| Constats : | | |
| <p>La partie des prescriptions qui a été contrôlée est surlignée en gras ci-dessus.</p> <p>Lors de la visite, il est constaté que le point de rejet est équipé d'un canal de mesure et que la température et le débit de rejet seuls sont mesurés en continu et affichés localement. Interrogé sur les modalités de prélèvement pour analyse, l'exploitant précise que le prélèvement est ponctuel.</p> <p>Constat : Aucune mesure du pH en continu et le prélèvement pour les analyses hebdomadaires n'est pas effectué sur 24h.</p> | | |
| Type de suites proposées : Avec suites | | |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective | | |
| Proposition de délais : 3 mois | | |

N° 23 : Protection contre les pollutions de la ressource en eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2016, article 4.1.3.2 |
|---|

| |
|--|
| Thème(s) : Autre, Protection de la tête du forage |
| Prescription contrôlée : 4.1.3.2. Prélèvement d'eau en nappe par forage [...] Équipement de l'ouvrage Toutes les dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. La tête du forage comprend une dalle de propreté en béton de 3 m ² minimum centrée sur l'ouvrage, de 30 cm de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local, le socle n'est pas obligatoire mais dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 50 cm le niveau du terrain naturel. La tête de forage est fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clé et s'élève d'au moins 50 cm au-dessus du terrain naturel, cette hauteur minimale est ramenée à 20 cm lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. |
| Constats : La visite conduit à constater que l'ouvrage est dans un local fermé en pied du château d'eau. Par contre, à l'intérieur du local la tête de l'ouvrage se situe à un niveau inférieur de plusieurs mètres en contrebas. Les 2 niveaux sont ouverts et l'ouvrage n'est pas protégé contre les écoulements ou des chutes de corps étrangers. L'exploitant a consulté plusieurs organismes spécialisés pour faire établir les devis techniques. Il a sollicité à la suite de l'inspection un avis des services concernés sur la solution technique à adopter. Selon la solution retenue et sous réserve de remplir de façon satisfaisante la protection contre les pollutions de surface, une demande de modification des prescriptions pourra être nécessaire. Constat : La tête de forage n'est pas fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté, n'est pas muni d'un couvercle amovible fermé à clé et ne s'élève pas d'au moins 20 cm au-dessus du terrain naturel. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 24 : Protection contre les pollutions de la ressource en eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2026, article 8.5.1 |
| Thème(s) : Autre, Piézomètres |
| Prescription contrôlée : Article 8.5.1. Aménagement et exploitation des piézomètres Les piézomètres sont réalisés suivant la norme AFNOR FD-X-31-614. Ils sont convenablement protégés contre les risques de détérioration et doivent permettre les prélèvements d'eau sans altération du milieu et des échantillons. Ils doivent être maintenus d'un couvercle coiffant maintenu fermé et cadenassé. [...] |

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>Vu les 4 piézomètres du site qui sont tous bien protégés contre les risques de détérioration. Les piézomètres Pz3 et Pz4 comportent un couvercle cadénassé. Les piézomètres Pz1 et Pz2 sont fermés par une bouche à clé type eau potable ce qui permet d'assurer une protection équivalente. Pas d'écart constaté.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |